

1981, chapitre 27

LOI CONCERNANT LES EMPRUNTS SCOLAIRES

Projet de loi n° 32

présenté par M. Jacques Parizeau

Première lecture le 30 novembre 1981

Deuxième lecture le 11 décembre 1981

Troisième lecture le 19 décembre 1981

Sanctionnée le 19 décembre 1981

Entrée en vigueur par proclamation du Gouvernement

Lois modifiées:

Loi sur la Commission municipale (L.R.Q., chapitre C-35)

Loi sur les dettes et les emprunts municipaux et scolaires (L.R.Q., chapitre D-7)

Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-14)

Loi sur le ministère de l'Éducation (L.R.Q., chapitre M-15)



CHAPITRE 27

Loi concernant les emprunts scolaires

[Sanctionnée le 19 décembre 1981]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

L.R.Q.,
c. I-14,
a. 12,
remp.

1. L'article 12 de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-14) est remplacé par le suivant:

Délégation
de pou-
voirs.

«**12.** Le gouvernement peut par décret autoriser le sous-ministre de l'Éducation, un sous-ministre associé, un sous-ministre adjoint ou un autre fonctionnaire à exercer tout pouvoir dévolu au ministre en vertu de la présente loi ou toute fonction qu'elle lui attribue, mais uniquement, dans le cas d'un autre fonctionnaire, dans la mesure déterminée par règlement du gouvernement.

Publication
à la G.O.

Un décret ou un règlement adopté en vertu du présent article entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à une autre date ultérieure qui y est fixée.».

L.R.Q.,
c. I-14,
a. 216,
mod.

2. L'article 216 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Autorisa-
tion d'alié-
ner.

«**216.** Aucune corporation scolaire ne peut hypothéquer, vendre, louer, échanger ni aliéner ses biens, sans en avoir obtenu l'autorisation du ministre si la valeur marchande de ces biens excède 1 000 \$ ou, selon le cas, si la durée du bail est de plus d'un an ou si le loyer annuel est de plus de 1 200 \$.».

L.R.Q.,
c. I-14,
a. 217,
remp.

3. L'article 217 de cette loi est remplacé par le suivant:

Emprunt
par une
corporation
scolaire.

«**217.** Toute corporation scolaire peut, avec l'autorisation du ministre et selon les modalités et conditions qu'il détermine, emprunter par tout mode reconnu par la loi.

Divulga-
tion de si-
tuation fi-
nancière.

À la demande du ministre, la corporation scolaire doit, soit directement, soit par l'intermédiaire des institutions financières avec lesquelles elle fait affaires, lui fournir toute information concernant sa situation financière.».

L.R.Q.,
c. I-14,
a. 218, ab.

4. L'article 218 de cette loi est abrogé.

L.R.Q.,
c. I-14,
a. 219, ab.

5. L'article 219 de cette loi est abrogé.

L.R.Q.,
c. I-14,
a. 220,
mod.

6. L'article 220 de cette loi, modifié par l'article 343 du chapitre 72 des lois de 1979, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 7 par le suivant:

Emission
d'obli-
gations.

«7. Le présent article ne s'applique pas à l'égard d'une émission d'obligations effectuée ou à l'égard d'un emprunt contracté après le 30 juin 1980.».

L.R.Q.,
c. I-14,
a. 221, ab.

7. L'article 221 de cette loi est abrogé.

L.R.Q.,
c. I-14,
a. 222,
mod.

8. L'article 222 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

Exception.

«Le présent article ne s'applique pas à l'égard d'un emprunt contracté après la date de la veille de la date d'entrée en vigueur de la présente loi.».

L.R.Q.,
c. I-14,
a. 223, ab.

9. L'article 223 de cette loi est abrogé.

L.R.Q.,
c. I-14,
a. 225,
remp.

10. L'article 225 de cette loi, remplacé par l'article 345 du chapitre 72 des lois de 1979, est de nouveau remplacé par le suivant:

Subvention
à une com-
mission
scolaire.

«**225.** Le ministre de l'Éducation peut, aux termes et conditions qu'il détermine, accorder, au nom du gouvernement, une subvention à toute commission scolaire pour pourvoir en totalité ou en partie, à même les fonds votés annuellement à cette fin par la Législature, au paiement en principal et intérêts de tout emprunt contracté ou à contracter par la commission scolaire.».

L.R.Q.,
c. I-14,
a. 293,
mod.

11. L'article 293 de cette loi, modifié par l'article 350 du chapitre 72 et l'article 44 du chapitre 80 des lois de 1979, est de nouveau modifié par la suppression, à la fin du sous-paragraphe *a* du paragraphe 1, des mots «ou de faire des emprunts autres que ceux prévus par l'article 225».

L.R.Q.,
c. I-14,
a. 504,
mod.

12. L'article 504 de cette loi, modifié par l'article 370 du chapitre 72 des lois de 1979, est de nouveau modifié par l'addition, à la fin du quatrième alinéa, après le mot «Conseil», des mots «qui n'ont pas été transportées en garantie d'emprunt».

L.R.Q.,
c. I-14,
a. 506,
remp.
Emprunt
par le Con-
seil.

13. L'article 506 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**506.** Le Conseil peut aussi, avec l'autorisation du ministre et selon les modalités et conditions qu'il détermine, emprunter par tout mode reconnu par la loi pour ses besoins et ceux des commissions scolaires.

Divulga-
tion de si-
tuation fi-
nancière.

À la demande du ministre, le Conseil doit, soit directement soit par l'intermédiaire des institutions financières avec lesquelles il fait affaires, lui fournir toute information concernant sa situation financière.».

L.R.Q.,
c. I-14,
a. 507,
mod.

14. L'article 507 de cette loi est modifié par l'abrogation des trois premiers alinéas.

L.R.Q.,
c. I-14,
a. 508,
mod.

15. L'article 508 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

Exception.

«Le présent article ne s'applique pas à l'égard d'une émission effectuée ou à l'égard d'un emprunt contracté après la date de la veille de la date d'entrée en vigueur de la présente loi.».

L.R.Q.,
c. I-14,
a. 509,
remp.
Subvention
au Conseil.

16. L'article 509 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**509.** Le ministre de l'Éducation peut, aux termes et conditions qu'il détermine, accorder, au nom du gouvernement, une subvention au Conseil scolaire de l'île de Montréal pour pourvoir en totalité ou en partie, à même les fonds votés annuellement à cette fin par la Législature, au paiement en principal et intérêts de tout emprunt contracté ou à contracter par celui-ci.».

L.R.Q.,
c. I-14,
a. 510,
mod.

17. L'article 510 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

Exception.

«Le présent article ne s'applique pas à l'égard d'une émission d'obligation effectuée après la date de la veille de la date d'entrée en vigueur de la présente loi.».

L.R.Q.,
c. I-14,
a. 545,
mod.

18. L'article 545 de cette loi, modifié par l'article 50 du chapitre 80 des lois de 1979, est de nouveau modifié:

1° par le remplacement du paragraphe *b* du premier alinéa par le suivant:

«*b*) avec l'autorisation du ministre et selon les modalités et conditions qu'il détermine, contracter par lettre de change, billet ou autre effet négociable, des emprunts pour une période n'excédant pas un an, pour financer ses opérations en attendant les versements du Conseil; dans un tel cas, elle doit, à la demande du ministre, soit directement soit par l'intermédiaire des institutions

financières avec lesquelles elle fait affaires, lui fournir toute information concernant sa situation financière;»;

2° par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Exception. «La commission ne peut toutefois exercer les pouvoirs mentionnés aux paragraphes *a* et *c* sans l'autorisation du Conseil. Dans le cas visé au paragraphe *c*, ce dernier doit obtenir l'approbation du ministre si la durée du bail excède trois années ou si le loyer annuel excède 100 000 \$.».

L.R.Q.,
c. C-35,
a. 1, mod. **19.** L'article 1 de la Loi sur la Commission municipale (L.R.Q., chapitre C-35) est modifié:

1° par le remplacement du paragraphe 3° par le suivant:

«municipa-
lité»; «3° Le mot «municipalité» désigne toute corporation municipale quelconque, qu'elle soit formée ou régie par une loi générale ou spéciale;»;

2° par le remplacement du paragraphe 5° par le suivant:

«conseil»; «5° Le mot «conseil» comprend le comité exécutif ou le comité administratif d'une corporation municipale;».

L.R.Q.,
c. C-35,
a. 65, mod. **20.** L'article 65 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Avis à la
corporation
de commis-
saires ou
de syndics. «**65.** Dans les six jours de la première publication, la personne chargée de la vente donne, par lettre recommandée ou certifiée, avis de cette vente à la corporation de commissaires ou de syndics d'écoles de la municipalité scolaire où est situé chaque immeuble annoncé en vente.».

L.R.Q.,
c. C-35,
a. 99, mod. **21.** L'article 99 de cette loi est modifié:

1° par la suppression à la fin du premier alinéa des mots «dans le cas d'une corporation municipale, et sous forme de résolution dans le cas d'une corporation scolaire»;

2° par la suppression dans la première ligne du dernier alinéa des mots «ou une résolution».

L.R.Q.,
c. D-7,
a. 20, mod. **22.** L'article 20 de la Loi sur les dettes et les emprunts municipaux et scolaires (L.R.Q., chapitre D-7) est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Autorisa-
tion du mi-
nistre. «Dans le cas d'une corporation scolaire, un tel emprunt peut être effectué avec l'autorisation du ministre de l'Éducation.».

L.R.Q.,
c. D-7,
a. 26.1, aj. **23.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 26, du suivant:

Exception
à l'enregist-
rement.

«**26.1** La présente section ne s'applique pas à l'égard d'une émission d'obligations effectuée par une commission scolaire ou le Conseil scolaire de l'île de Montréal après la date de la veille de la date d'entrée en vigueur de la présente loi.».

L.R.Q.,
c. D-7,
a. 44,
remp.

24. L'article 44 de cette loi est remplacé par le suivant:

Application
de la sec-
tion.

«**44.** La présente section ne s'applique qu'aux emprunts contractés et aux émissions de bons faites par une corporation scolaire ou le Conseil scolaire de l'île de Montréal avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi ou une corporation municipale, en vertu de règlements ou de résolutions passés après le 3 mars 1918.».

L.R.Q.,
c. M-15,
a. 11, mod

25. La Loi sur le ministère de l'éducation (L.R.Q., chapitre M-15) est modifiée par le remplacement du premier alinéa de l'article 11 par le suivant:

Signature.

«**11.** Nul acte, document ou écrit n'engage le ministère, ni ne peut être attribué au ministre, s'il n'est signé par lui, par le sous-ministre, un sous-ministre associé, un sous-ministre adjoint ou un autre fonctionnaire. Dans le cas de ce dernier, il doit être dûment autorisé par écrit par le ministre sauf en matière d'approbation budgétaire et d'emprunt où il n'est autorisé que dans la mesure déterminée par règlement du gouvernement publié à la *Gazette officielle du Québec*.».

Validité
des autori-
sations an-
térieures.

26. Les autorisations et les approbations accordées, avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi, par le ministre des Affaires municipales ou par la Commission municipale du Québec à une corporation scolaire relativement à un emprunt continuent d'avoir effet à l'égard de cette corporation comme si elles avaient été accordées par le ministre de l'Éducation en vertu de la présente loi.

Entrée en
vigueur.

27. La présente loi entrera en vigueur à la date fixée par proclamation du gouvernement, à l'exception des dispositions exclues par cette proclamation, lesquelles entreront en vigueur à toutes dates ultérieures fixées par proclamation du gouvernement.